



Colloque UNESCO **du 2 février 2008**

Du microcrédit à l'économie de communion: des valeurs pour l'économie

**Texte de la conférence de
Pierre-Yves GOMEZ**

Les innovations en économie : des utopies naïves ?

Pierre-Yves GOMEZ
Economiste
Professeur de Stratégie EMLYON
Directeur de l'Institut Français de Gouvernement des Entreprises

Gomez@em-lyon.com

Il m'a été demandé de réfléchir avec vous sur la question suivante : les innovations économiques dont nous parlons, qu'elles concernent le micro-crédit et plus radicalement encore l'économie de communion, ne sont-elles pas des *utopies* ? Utopies sympathiques, nobles, courageuses sans doute, mais utopies malgré tout, c'est-à-dire rêveries marginales voire chimériques au regard de ce que promeut l'économie « sérieuse ». Quelle que soit la foi ou l'énergie que l'on met dans le développement de comportements économiques alternatifs, et quelle que soit la distance que l'on prétend afficher à l'égard des propositions de l'économie « sérieuse », on n'est jamais totalement insensible, me semble-t-il, à ce regard des « économistes » et à ce sourire de légère commisération qu'ils peuvent esquisser en écoutant les propositions pour toute forme d'économie « alternative » ou façon alternative de faire de l'économie.

Bien sûr, on peut se targuer de réalisations réussies, de spectaculaires résultats obtenus ici et là, mais la marginalité même de ces réussites les rend dérisoires à l'égard de la machine économique qui tourne à plein régime et dispense ses milliards d'euros de croissance des

PIB. Qu'est-ce que l'expérience de Danone au Bangladesh dans l'économie agro-alimentaire d'aujourd'hui ? Marginales, les expériences économiques qui nous occupent sont considérées au mieux comme des utopies destinées à agrémenter le dur monde de la concurrence d'un supplément d'âme, au pire à retarder les véritables évolutions vers l'enrichissement généralisé des peuples que seule la mise en œuvre des lois du marché (ou de l'économie dirigée) permettrait de réaliser. Cette alternative n'est pas seulement exprimée par les tenants de « l'économie sérieuse » ; elle habite aussi l'esprit de ceux qui s'engagent dans des expériences économiques alternatives, car il faut faire preuve d'un idéalisme qui confine à la surdité pour ne pas céder aux chants d'autocélébration qu'entonne aujourd'hui l'économie sérieuse et triomphante.

Toute pratique alternative de l'économie est-elle donc condamnée au statut d'utopie ? Pour affronter cette question, il est banal de rappeler que le terme utopie, forgé par Thomas More et qui est le titre de son célèbre roman de 1516 a une double acception : U-topos, signifie le lieu qui n'existe pas, le « non » lieu - de *topos*, le lieu et *u*, qui est le préfixe privatif grec – une chimère, une rêverie donc. Mais l'utopie c'est aussi l'eu-topie, le « bon » lieu, c'est-à-dire le lieu où les choses sont meilleures qu'ailleurs, le préfixe devant *topos* étant alors *eu*, « le bon », que l'on retrouve dans eu-phorie, ce qui apporte le bonheur, eurhythmie et bien sûr *evangelion*, la bonne nouvelle. More avait envisagé d'appeler l'île qui sert de cadre à son roman *Eutopia* (l'île du bonheur), avant de lui préférer l'Utopia (l'île qui n'existe pas), sans doute pour rendre plus acceptables les rudes critiques que son île permettait de formuler à l'égard de la société de son temps. Ce repentir et ce choix final traduisent bien l'ambivalence du terme utopie : c'est à la fois un lieu qui est très désirable mais qui n'existe pas. Les utopies en économie seraient donc à la fois désirables moralement et socialement mais irréalisables concrètement.

Il vient alors deux questions : d'une part, si les utopies sont désirables moralement et socialement, ne peut-on pas considérer que toute recherche du progrès économique et social implique des utopies préalables, c'est-à-dire suppose d'imaginer un « monde meilleur » du fait même qu'il n'existe pas encore ? Je montrerai dans une première partie que l'histoire économique moderne est effectivement celle d'une série ininterrompue d'utopies qui se sont réalisées. Toute l'économie, même la plus « sérieuse », s'enracine dans des utopies. Rassurés de ce point de vue, nous pourrions aborder une seconde question, plus cruciale que la première : quand une utopie devient-elle une « eutopie », en d'autres termes, quand le rêve d'une organisation économique *désirable* se *réalise-t-il* de manière *durable* ? Car une chose est de rêver d'un « monde meilleur » une autre est de passer à l'acte et une troisième de constater que le monde est devenu vraiment meilleur. Je proposerai, dans une seconde partie quelques éléments pour aider à discerner ce moment où le rêve bascule dans la réalité et l'idéal initial dans le progrès (ou le cauchemar).

-I- Procès de l'utopie : plaidoyer pour un non-lieu.

Aussi loin que nous pouvons remonter dans l'histoire économique des hommes occidentaux, force est de constater la multiplicité des propositions utopiques, au double sens du terme, c'est-à-dire à la fois comme cités idéales et, de ce fait, cités imaginaires. La *République* de Platon au 4^{ème} siècle avant J.-C. est une utopie qui prévoit soigneusement une organisation des tâches productives et une hiérarchie des valeurs économiques et qui aura son influence pendant des siècles. L'organisation sociale prônée dans le *Lévitique* est aussi de nature utopique, puisqu'elle constitue les rapports sociaux et économiques justes, comme la loi du Jubilé qui efface les dettes tous les 50 ans ou l'interdit du prêt à intérêts – lois et interdits qui ne sont pas seulement spirituels ou religieux, mais qui ont une incidence sur la vie économique pratique.

Plus près de nous, le mouvement monastique chrétien a été porteur d'une utopie économique formidable : l'unification de la prière et du travail, constitutif de la règle

bénédictine, dès le 5^{ème} siècle, c'est-à-dire la double réalisation spirituelle et matérielle de la personne qui s'inscrit en rupture avec la séparation antique entre ceux qui travaillent et l'élite qui gouverne. Pure utopie, cette réalisation se fonde sur une vie communautaire et frugale et un sens aigu des responsabilités vis-à-vis des pauvres. Certains auteurs n'hésitent plus à attribuer à cette utopie monastique, idéal toujours en crise et toujours réformé, une part importante de l'essor du monde occidental. L'espace manque ici pour relever dans toutes les sociétés non-européennes, ce type d'utopies socio-économiques qui impriment aux pratiques concrètes l'évaluation de comportements justifiés, même si, nous verrons pourquoi il est naturel de penser que l'utopie trouve dans la culture judéo-chrétienne un terreau particulièrement favorable. Ceci pour dire que l'utopie, et particulièrement l'utopie économique, s'inscrit dans une logique constante de l'histoire humaine visant à promouvoir une société « désirable » bien qu'idéale.

Mais c'est avec la révolution industrielle et la société moderne, à partir du 17^{ème} siècle que s'ouvre ce que l'on peut appeler l'ère des utopies économiques et sociales. Nous l'avons dit, le terme d'utopie est une invention de Thomas More, chancelier de Henry VIII, décapité pour s'être opposé au divorce du roi, et canonisé par l'Eglise catholique. Son roman de 1516, *Utopia*, fait une proposition de société idéale, fondée sur la communauté des biens et une économie frugale mais abondante. Son influence sera considérable sur les penseurs libéraux anglais, les « Lumières », de John Locke à Adam Smith, moins quant aux idées qu'il y émet, que comme la possibilité de penser un monde nouveau, idéal, à partir de zéro, à la mesure de la raison humaine.

Car ce n'est pas un hasard si au fur que l'Europe se sécularise, fleurissent toutes sortes de projets utopiques pour organiser *matériellement* la société. Coupée de la transcendance et du corpus biblique qui l'exprime, la partie occidentale de l'humanité a du inventer une société « selon la raison ». Or, plus la raison individuelle se pose comme la référence du juste, plus il y a d'opinions sur ce que peut et doit être une « société idéale » et *a fortiori* une façon idéale d'organiser l'économie. Le siècle des Lumières est celui des utopies littéraires et des utopies de salons. On y refaisait le monde de zéro, ce que, plus tard, Marx appellera les robinsonnades, le roman de Daniel Defoe, *Robinson Crusoe*, datant lui-même de 1719.

Mais plus le libéralisme s'est imposé, plus ces utopies se sont affrontées au problème majeur de la société industrielle naissante : *l'apparition d'une pauvreté de masse* et la nécessité d'organiser l'économie en tenant compte de cela. En Europe, c'est l'exode rural massif, l'expropriation souvent violente de petits fermiers et la paupérisation brutale d'une population jadis agricole et qui, désormais, était confinée dans les nouvelles villes industrielles. Rien d'autre que ce que vivent aujourd'hui les masses chinoises, africaines ou latino américaines, et qui donnent naissance, aujourd'hui comme hier, à de nouvelles utopies, pour un « monde meilleur ». Car cette pauvreté de masse est une contradiction flagrante avec la société moderne sécularisée qui affirme le bonheur matériel comme son autojustification. Or comment croire au progrès moderne devant un si grand nombre de pauvres qui sont, justement, les victimes du progrès moderne ? Cette question hante la société industrielle capitaliste, non pas, on le voit, du fait d'un supplément d'âme ou de mauvaise conscience, mais parce que la persistance de la pauvreté de masse est un démenti cinglant au bonheur matériel généralisé censé justifier la société moderne.

Pour y remédier, les propositions n'ont pas manqué : à partir du 19^{ème} siècle, avec la révolution industrielle, les utopies sortent des salons et deviennent l'apanage des industriels et des penseurs. Par exemple, Robert Owen, industriel anglais développe à New Lanack, dans les années 1800, une entreprise modèle, dont l'un des buts était d'augmenter le niveau de vie des ouvriers et qui eut un succès retentissant. Il était cité comme l'exemple même de l'association réussie entre réussite économique et devoir social. Quelques décennies plus tard, Le Français Charles Fourier promeut les *phalanstères*, sorte de communautés de vie fondées sur l'affection entre les membres qui la composent, le culte du travail, et la propriété commune. Des tentatives de réalisation de ces phalanstères se répéteront durant tout le

19^{ème} siècle et jusque dans les années 1970, sans succès durable. André Godin, riche industriel fabricant le fameux poêle en fonte, fonde le familistère de Guise (dans l'Aisne), phalanstère aux règles atténuées mais à la discipline de fer, avec ses écoles, son théâtre et ses maisons familiales, et qui durera dans les années 1970.

A ces fondations d'idéologues scientifiques et d'hommes d'affaire, il faut ajouter le vaste mouvement que Engels qualifiera précisément et de manière dédaigneuse de « socialisme utopique » qui depuis l'origine du capitalisme a cherché à inventer une sorte de contre-société, souvent dans des communautés de vie, fondées sur la solidarité et l'absolu égalité entre les membres: Fourier, nous m'avons dit, mais aussi Etienne Cabet, qui fonde une Icarie dans l'Illinois en 1848, Philippe Buchez, qui fonde l'association des ouvriers bijoutiers, à l'origine du mouvement coopératif ouvrier, etc. Un siècle plus tard, les courants autogestionnaires ou le mouvement hippie des années 1970 furent d'éphémères avatars de ces utopies fraternelles et universalistes.

On est frappé, dans cette histoire, de l'influence du christianisme. Indirectement ou directement, il n'a cessé d'inspirer des utopies depuis deux siècles, même indirectement les utopies communistes, qui se réclament souvent d'une espèce d'idéalisme des communautés de base chrétiennes (mais sans Pentecôte, et nous verrons que cela a son importance). Il y a au moins deux raisons à cela : d'une part, le judéo-christianisme, parce qu'il distingue le monde imparfait et le Royaume, est à l'aise avec l'utopie ; La tension entre le déjà-là et le pas-encore, typique notamment de la conception chrétienne de l'Histoire depuis Paul, libère l'inventivité. Elle permet, dans la perspective d'un Absolu jamais atteint, d'améliorer le monde présent par des innovations destinées à exercer la charité ici et maintenant. D'autre part, les chrétiens ont été servis, paradoxalement, par la sécularisation qu'a connue l'Occident ; libérés de toute solidarité avec une improbable *société chrétienne*, ils ont pu avancer, dans l'espace de responsabilités qui leur étaient confiés, des propositions « pour un monde meilleur » désirable et pas encore réalisé.

Ainsi, très tôt, le patronat chrétien a essayé de concilier les nouvelles données de l'économie avec l'idéal évangélique, ce qui produira d'étonnantes innovations sociales tout au long de l'histoire du capitalisme. Figure parmi d'autres, Léon Harmel qui, dans son usine modèle de Val-des-bois, près de Reims, invente pour ses salariés la retraite, la sécurité sociale et l'école gratuite. La question de l'épargne des salariés est un point crucial pour ces utopistes chrétiens, qui comprennent que les plus vulnérables sont voués à la fragilité s'ils n'épargnent pas de quoi survivre en cas de difficultés. On doit largement aux chrétiens, un puissant mouvement coopératif, notamment agricole, puis mutualiste, qui vise à combattre la misère en assurant des lieux d'épargne ou de refinancement aux plus pauvres, comme les Monts de Piété en Italie ou le Crédit Mutuel en France. Ainsi Benjamin Delessert fonde la première caisse d'épargne en 1818. Projets financiers parfaitement utopiques, à contre-courant de ce que faisait la banque « sérieuse » de l'époque. Le microcrédit contemporain n'est donc pas sans antécédents glorieux. Dans la même veine, le protestant Charles Gide se fera l'apôtre infatigable de l'économie coopérative ouvrière, dans les années 1900-1930, et bien plus tard, un jeune prêtre basque, José María Arizmendiarieta crée l'entreprise Mondragon, en 1956, qui est aujourd'hui la plus importante coopérative industrielle en Europe, le numéro deux des produits « blancs » (la marque Fagor) et un important complexe financier, entièrement propriété de ses salariés. Là encore, pure utopie fondée sur l'égalité des ouvriers détenteurs des parts sociales de l'entreprise, mais aussi sur une politique de formation technique, économique et morale systématique.

Ces exemples sont piochés parmi des dizaines et ne peuvent épuiser une histoire qui serait à faire. En insistant sur leur diversité et leur multiplicité, je veux souligner que, contrairement à ce que prétend une reconstruction imaginaire de l'histoire du capitalisme, la société capitaliste moderne a produit de manière ininterrompue des opportunités extraordinaires pour penser et mettre en œuvre des utopies économiques et sociales. Et la créativité n'est pas éteinte aujourd'hui, que l'on songe aux SEL, les systèmes d'échange locaux qui

permettent d'échanger des services sans recourir à l'argent, ou à cet étonnant modèle alternatif à la toute puissance de Microsoft qu'est Linux, société qui se développe par l'apport gratuit des informaticiens contributeurs, forme d'utopie économie qui se veut (partiellement) hors marché.

Nul pays n'a été mieux fécondé par des utopies que les Etats-Unis. On peut dire que les Etats-Unis se sont pensés, à partir de 1776, comme un pays utopique, la réalisation de toutes les utopies rendue possible par une Constitution politique adaptée, mais surtout par l'immensité de l'espace arraché à la nature - et aux natifs américains, qui permettent de se déplacer pour fonder un peu plus loin sa cité idéale. C'est ainsi qu'on y rencontre des communautés Amishs et Las Vegas, Les Kennedy et les franciscains du Bronx, un Etat fondé et dirigé par les Mormons (le Utah) et les promoteurs de Second life (une magnifique utopie, dans tous les sens du terme !), et d'innombrables sous-sociétés privées avec leurs règles contractuelles propres – chacune avec des trouvailles économiques et sociales saisissantes. On ne comprend pas le dynamisme économique américain si on ne comprend pas la tension utopique revendiquée qui le parcourt. C'est aussi cela le *rêve* américain.

En résumé, le foisonnement des utopies socio-économies est comme une des marques de la modernité. On a compris pourquoi : avec l'idéologie de la raison individuelle, penser l'utopie est une invitation à participer à la construction de la société nouvelle. Le désir d'un « bon lieu », d'un « monde meilleur » à venir invitent à l'utopie. Ainsi, il nous faut conclure ce premier point en affirmant que, vus comme des utopies, le microcrédit ou l'économie de communion s'inscrivent dans une longue histoire et, loin de constituer des exceptions risibles aux règles de « l'économie sérieuse » (qu'il faudrait d'ailleurs préciser), elles participent plutôt à la dynamique séculaire de la modernité. Non seulement elles ne sont pas risibles, mais elles lui sont nécessaires.

Pour autant, toutes les utopies ne réussissent pas. Certes, j'ai donné quelques exemples de réussites mais il faudrait énumérer aussi le long chapelet des extravagances de toutes sortes, sombrant dans la faillite, des innombrables entreprises avortées, de cités idéales tournant à la dictature de gourous sectaires et de fermes modèles à présent délabrées. Toutes les utopies ne sont pas viables, tous les idéaux ne deviennent pas de « bons lieux » et ne construisent pas un monde meilleur. Il nous faut à présent examiner pourquoi.

-II- D'un monde meilleur au meilleur des mondes : trois principes pour une utopie féconde.

Il serait illusoire de vouloir expliciter de manière systématique pourquoi des utopies réussissent et d'autres échouent : il faudrait entreprendre une étude scientifique exhaustive, ce que je n'ai pas fait. En parcourant néanmoins l'histoire des utopies économiques modernes, on peut dégager quelques idées pour se repérer. En observant leurs échecs et leurs succès, il me semble qu'il y a trois principes auxquels les utopies souscrivent pour devenir soutenables et durables.

Premier principe: ce sont les pratiques meilleures qui rendent les humains meilleurs et non pas les humains les meilleurs qui assurent des pratiques meilleures. En d'autres termes, il ne faut pas surestimer la bonté et les qualités humaines comme des *conditions* préalables à la réalisation de l'utopie : au contraire, la réalisation de l'utopie est un *moyen* de rendre meilleurs ceux qui y participent. Si vous me dites que l'économie de communion exige que les hommes soient bons, solidaires, responsables et fraternels comme *préalable* à sa mise en œuvre, j'inclinerais à penser que cette utopie a peu d'avenir. Mais si vous me dites que la mise en place d'une économie de communion permet de rendre les hommes meilleurs, plus solidaires, plus responsables et plus fraternels, je pense qu'elle porte des éléments sérieux de fécondité. La société n'est finalement que le produit de toutes

les utopies que nous mettons en œuvre et ce sont ces utopies pour un « monde meilleur » qui nous transforment en nous « rendant meilleurs ». Il faut miser sur cette transformation et non postuler par principe que les acteurs de l'utopie ont *a priori* les qualités qui permettent à l'utopie de fonctionner.

C'est là la cause principale d'échec des utopies économiques. D'innombrables utopies socialistes, en particulier, se sont évanouies au bout de quelques années du fait de cette erreur fondamentale- et sans doute l'énorme utopie que fut le communisme soviétique s'est-elle effondrée pour la même raison : elles postulaient que les membres de la communauté nouvelle (ou du parti communiste qui les représentait) avaient *déjà* les qualités nécessaires pour que la communauté fonctionne : ils acceptaient avec enthousiasme le partage des biens, n'avaient aucun désir de pouvoir personnel ou de propriété particulière, etc. Ils étaient *déjà* socialistes. Il est frappant de constater, par exemple, combien les petites communautés libertaires ont passé leur temps à se diviser, à se fractionner pour fonder de nouvelles sociétés dissidentes – pour ne rien dire des massacres internes propres à l'utopie communiste. Frappant aussi de voir que très rares sont les utopies libertaires qui ont duré plus de quelques années, et ne se sont pas dissoutes du fait de conflits internes insurmontables. C'est que les qualités préalables attendues des hommes n'étaient pas au rendez-vous. Erreur que n'a pas commise, notez-le, Saint Benoît : il ne s'attendait pas à ce que ceux qui adhèrent à son utopie monastique soient des saints pour y entrer, mais qu'ils y entrent pour devenir des saints. Ainsi en est-il des utopies réalistes, parce qu'elles se pensent comme des moyens et non comme un fin, une super-réalité idéale. Je crois qu'il y a là un premier critère de discernement essentiel pour apprécier la soutenabilité d'une utopie : notre utopie a-t-elle aussi pour vocation de changer en mieux les hommes qui la réalisent ?

Second principe: une utopie réaliste n'est jamais totalisante. En clair, elle ne cherche pas à fonder une société nouvelle radicale, exemplaire, elle cherche plus modestement à créer des pratiques exemplaires. Il y a deux façons d'être totalitaire : *soit on veut s'imposer son utopie à tous et partout pour créer le meilleur des mondes* comme ce fut le cas de l'utopie communiste, irréalisme qui la conduisit à l'effondrement final. Ce sera le même irréalisme totalitaire qui, je n'en doute pas, condamnera à l'échec le libéralisme financier qui sévit aujourd'hui : cette utopie du pur marché total. Si vous me dites que l'expérience tentée par Danone au Bangladesh doit se généraliser partout non seulement dans l'entreprise mais à toutes les entreprises de l'agroalimentaire, car c'est la seule façon de développer une économie juste, je penserai que, même si vous aviez même la possibilité d'imposer cela par la force, il y a peu de chance pour que les effets pervers ne viennent perturber les bénéfices attendus.

Mais il y a une seconde façon d'être totalitaire, c'est se retirer du monde : on s'enferme dans son île, sa secte, on se coupe de la société et dans ce monde isolé, l'utopie devient la totalité. De très nombreuses utopies religieuses ou économiques sont mortes de s'être ainsi coupées de leur environnement social et d'avoir imaginé construire leur propre monde avec leurs lois économiques et leurs évaluations. Elles se sont auto-asphyxiées ou elles ont implosées. L'utopie *réaliste* n'a pas pour vocation de s'imposer, de devenir totalisante et donc totalitaire. Elle propose une voie de transformation des pratiques économiques qui est d'autant plus féconde qu'elle n'est pas coupée du reste de l'économie qu'elle espère ainsi améliorer. Il y a alors un équilibre à trouver entre être dans le monde tout en conservant cette part d'idéal prophétique qui conduit à ne pas être tout à fait comme tout le monde. La tête dans les nuages mais les pieds sur terre. Finalement, l'utopie réaliste veut un monde meilleur, mais pas le meilleur des mondes. Il y a là un second critère de discernement : une utopie économie réaliste ne se sent pas menacée par d'autres utopies, d'autres réalisations, d'autres ambitions de changement, tant qu'elles participent, comme elle, à construire un monde *meilleur*. Ce que ce colloque prouve d'ailleurs. Les vrais utopistes s'encouragent mutuellement.

Troisième principe : une expérience fondée sur une utopie génère de nouvelles expériences identiques. Une utopie « réalisable » ne peut être localisée, associée à un type de personnes, de comportements ou de contextes. Elle doit pouvoir créer une dynamique qui entraîne de nouvelles expériences, qui l'imitent et la reproduisent. Ce principe implique que l'utopie est viable parce qu'elle n'est pas limitée à des ressources étroites, trop rares et donc trop fragiles. De plus, en générant des expériences nouvelles, elle montre qu'elle est économiquement rentable, c'est-à-dire autonome vis-à-vis de son environnement comme de ses promoteurs, et qu'elle peut se renouveler. C'est, pour l'économiste une preuve de sa durabilité, non parce que l'utopie est « performante » ou profitable, mais parce qu'elle prouve cette condition indispensable à la survie des organisations humaines qu'est leur capacité à la reproduction interne et externe, c'est-à-dire renouveler leurs cycles de production en comptant sur leur propres résultats.

Ces trois principes : transformer par l'expérience, ne pas être totalisant et assurer sa reproduction me semble revenir de manière systématique dans l'histoire des utopies économiques, pour distinguer celles qui restent au stade du rêve, celles qui implorent plus ou moins rapidement, et celles qui, en se développant ont contribué à construire notre monde. Car qu'est ce que l'économie moderne sinon une série d'utopies qui ont réussies à s'imposer, comme l'entreprise capitalistes, l'entreprise mutualiste, les sociétés de conseils, de services, etc. Et au fond, cette économie financière que l'on nous présente comme sérieuse, n'est-elle pas aussi une utopie, avec son rêve de marché pur, parfaitement technicisé, propre, mathématique ? Avec son idéal de transformer le monde par une allocation rationnelle des ressources au niveau planétaires ? En reprenant les trois principes que je propose, on pourra juger de la soutenabilité de cette utopie.

Il vient un moment où les pratiques que les utopies réalistes proposent sont tellement entrées dans les mœurs et les façons de penser l'économie qu'on s'étonne qu'à l'origine, il y avait quelques hommes et quelques femmes qui rêvaient d'un monde meilleur, mais plus encore, qui le désiraient et qui désiraient devenir meilleurs en réalisant ce désir. J'ai essayé de vous dire que toute notre histoire économique est tramée de ces rêves venus féconder notre réalité. Nous sommes les héritiers de ces rêveurs lorsque nous nous félicitons de l'amélioration de notre vie. Il nous appartient à notre tour de rêver et de réaliser ces rêves pour un monde meilleur. C'est donc le bien ce que je souhaite aussi aux utopies que nous discutons dans ce colloque.